



→ RECENTRER ←
l'éducation
SUR L'ENFANT

*La pédagogie Steiner :
tour d'horizon et témoignage*

MARLIS KRICHEWSKY

Marlis Krichewsky est diplômée en pédagogie Steiner. Allemande, mariée à un Français et vivant en France, elle a enseigné dans une école Steiner et a fait l'instruction de ses enfants à la maison. Elle conçoit des projets européens d'éducation et fait actuellement une thèse sur le référentiel européen des compétences clé.

Recentrer l'éducation sur l'enfant est un texte qu'elle a écrit il y a une douzaine d'années, à la fin de l'éducation de ses propres enfants. Il parle de la pédagogie Steiner selon trois axes : le témoignage de sa propre expérience d'instruction Steiner à la maison, l'explication simple des théories de Steiner sur le développement de l'enfant et sur l'éducation, la présentation des écoles Steiner et de la pédagogie qu'on y applique. En dehors de l'intérêt de réunir dans un seul ouvrage la réflexion théorique et l'expérience vécue, ce livre offre un regard extérieur et objectif sur le fonctionnement de l'éducation en France.

Table des matières

I. La problématique de l'Education à notre époque.....	5
II. Des choix et une expérience d'école Steiner à la maison	13
III. Un mouvement séculaire qui n'a pas réussi à s'imposer.....	28
IV. La pédagogie : science, technique ou art ?.....	33
V. Aimer l'enfant	38
VI. Pour éduquer l'enfant... connaître l'homme.....	42
VII. L'homme se fait à travers des métamorphoses.....	45
VIII. Une institution centrée sur l'enfant.....	55
IX. L'Ecole et le monde du travail.....	70
X. La liberté scolaire devant le défi européen	75
XII. Education et Etat	78
XIII. Education et qualité	83
Notes	86
Annexes.....	89

I. La problématique de l'Education à notre époque

En cette fin de XX^e siècle, nous nous efforçons d'accomplir une tâche qui se révèle de plus en plus difficile, voire impossible : celle d'éduquer nos enfants sans posséder une image globale de l'homme, de sa façon d'évoluer dans le temps, à travers l'histoire ou bien à travers sa propre vie. Certains d'entre nous ont une idée de ce qu'ils veulent obtenir par l'éducation, et il est même possible que nous tombions d'accord, en tant que société, sur un idéal un peu vague d'honnête homme (ou femme) réunissant toutes les caractéristiques du bon citoyen : travailleur, responsable, consciencieux, courtois, modeste pour lui-même et ambitieux pour le bien des autres ; avec cela compétent, intelligent, flexible, compétitif, etc.

Le catalogue des vertus est volumineux... Il se peut qu'après l'implosion des grandes idéologies dominantes les citoyens aient moins de difficultés à tomber d'accord.

S'il semble relativement facile de s'entendre sur les buts, il paraît plus délicat de s'entendre sur les moyens. Nos efforts ne semblent pas porter les fruits que nous nous estimons en droit d'attendre. N'investissons-nous pas dans l'éducation des enfants plus d'argent que dans n'importe quel

autre domaine de la vie collective ? Et pourtant, les professeurs eux-mêmes trouvent les résultats scolaires mauvais, l'industrie n'est pas satisfaite du savoir-faire des jeunes qui quittent l'école, les parents se font un sang d'encre tout au long de la scolarité et après, en cas de chômage. Les jeunes eux-mêmes se trouvent souvent en face de tant de difficultés que leur joie de vivre en est menacée. Est-ce une question qui concerne nos choix éducatifs ? Et lesquels ?

Et qui est responsable de ce mal-être des jeunes ? Il est à la mode de répondre que c'est l'école, c'est-à-dire l'Education Nationale. En parlant ainsi, on pense soit aux gouvernements, qui pourtant héritent toujours d'une situation difficile, ou bien on reproche aux enseignants et à leurs syndicats de bloquer des réformes qui arrangeraient tout si on voulait bien les effectuer.

On peut aussi penser que chaque société a l'école qu'elle mérite, qu'il y a là une fatalité, et comme nous ne savons pas comment changer cette chose insaisissable qu'est la société, nous nous résignons. De toute façon l'école, ce n'est qu'un mauvais moment à passer, et quand nos enfants auront enfin échappé à l'école, nous ne nous préoccupons plus de cette question désagréable. C'est comme le service militaire, seulement, hélas, plus long.

Devant ce renoncement, ce discours défaitiste que j'entends très souvent (depuis les 25 ans que je m'occupe à divers titres d'éducation), on ne saurait en effet pas tenir l'E.N. pour seule responsable de tous les maux. Si les citoyens de ce pays ainsi que les intellectuels et les médias ne font pas du domaine éducatif un objet de débat, de recherche et un des enjeux électoraux les plus importants (parce qu'il concerne notre avenir à long terme), on peut vraiment dire qu'en tant que société les Français ont le système éducatif qu'ils méritent, parce qu'apparemment il le supportent, même s'ils ne semblent pas l'aimer.

Seulement, j'ai aussi rencontré tout au long de ma carrière d'enseignante et de mère de famille de nombreuses personnes à qui "le système" ne convenait pas, mais pas du tout, et qui, en tant que minorité, n'ont pour la plupart pas la possibilité de s'y soustraire. Ceci est très paradoxal, car la France a un droit scolaire parmi les plus libéraux imaginables. Si l'Education Nationale ne convient pas à telle ou telle famille, elle a les possibilités suivantes :

- Inscrire ses enfants dans une école "libre" sous contrat. Elle paiera une partie, en général modeste, des frais scolaires. Mais la différence de coût avec l'E.N. est faible.

- Inscrire ses enfants dans une école vraiment libre, c'est-à-dire hors contrat et qui fonctionne avec les professeurs et les programmes de son choix. Cela coûte très cher.

- Instruire ou faire instruire ses enfants à la maison par la personne de son choix, qui s'engage à leur apprendre à lire, à écrire et à compter, sera éventuellement visitée par un inspecteur de l'académie et risque d'être assez isolée dans sa démarche. Cela suppose beaucoup de disponibilité de la personne "en charge" et un tas de qualités d'âme relativement peu répandues si l'on ne veut pas porter préjudice à l'enfant.

Quand on compare ce dispositif légal à celui de l'Allemagne, où ce n'est pas l'instruction, mais la scolarité qui est obligatoire, on a l'impression que les parents français n'ont pas à se plaindre. S'ils ne sont pas contents de ce qu'on leur propose, ils n'ont qu'à faire autrement. Mais en faisant autrement ils doivent accepter de payer doublement pour l'éducation de leurs enfants : indirectement par les impôts et directement soit en payant des frais de scolarité dans une école privée soit en renonçant à exercer une activité rémunérée pour pouvoir faire l'éducation eux-mêmes. "Payer deux fois" n'est à la portée que d'une petite minorité de la population, qui

souvent ne s'en prive pas et envoie ses enfants dans de coûteux établissements privés à but lucratif, ou même à but non-lucratif, mais chers parce que non-subsidés. Est-ce que le préambule de la constitution, qui demande un égal accès à la formation pour enfants et adultes, est vraiment suffisamment respecté aujourd'hui ?¹ Nous y reviendrons...

Dans l'éducation de nos enfants l'école n'est pas le seul facteur, peut-être même pas le facteur décisif, malgré le temps considérable que les enfants y passent. Quand on voit ce qui se passe dans certains quartiers de banlieue on peut se demander pourquoi, dans la conception architecturale de ces ensembles urbains, les responsables de l'éducation (parents et pédagogues) n'ont pas au moins autant voix au chapitre que les experts de financement ; car en fin de compte le caractère pathogène de cette architecture coûte très cher à la collectivité, qui doit financer les interventions policières, les cures de désintoxication pour drogués et les mesures spéciales d'éducation et de prévention. Sans parler de la souffrance individuelle terrible générée par un environnement aussi hostile à l'homme.

Autrefois la plupart des enfants étaient éduqués avant tout par leur familles. Ils y trouvaient de la chaleur humaine, mais aussi des conflits et des contraintes. Les parents n'avaient pas encore délégué la tâche d'éduquer leurs enfants à des spécialistes. Tout au plus ils les envoyaient en apprentissage, si exceptionnellement le fils ne voulait pas reprendre le métier de son père, ou s'il voulait acquérir de nouvelles techniques. Si l'évolution des enfants ne correspondait pas aux souhaits des parents, ceux-ci n'avaient à s'en prendre qu'à eux-mêmes.

De nos jours il en va tout autrement. La plupart des femmes reprennent leur travail peu de temps après la naissance d'un enfant. Soit elles y sont plus ou moins contraintes pour des raisons financières, de carrière et de statut social, soit elles se sentent démunies devant la tâche de rester toute la journée seules avec un bébé qui a presque constamment besoin

de leurs soins et de leur attention. C'est un travail assez dur, surtout pour les intellectuelles que nous sommes devenues, et qui n'est, en plus, absolument pas reconnu par la société. Si une femme s'occupe de son enfant à la maison, c'est une "femme au foyer", espèce de dinosaure voué à la disparition à court terme. Si cette même femme travaille dans une crèche en tant que puéricultrice, faisant le même travail mais le cœur froid, parce qu'il ne s'agit pas de son enfant, et qu'elle finit par faire les choses par pure routine, elle rend un service utile à la collectivité, a le statut de salariée et une base pour sa confiance en elle. La conséquence est que de plus en plus d'enfants se retrouvent à la crèche dès l'âge de 10 semaines, ne sont pas allaités au sein et sont éduqués par des personnes qui s'occupent d'eux avant tout parce qu'on les paie pour cela. L'idéologie sous-jacente à ce phénomène est simple : seuls les gens qui travaillent sont respectables ; un travail est une activité pour laquelle on est payé ; donc les activités pour lesquelles on n'est pas payé sont des activités de loisir, des amusements, relèvent uniquement du domaine privé et ne donnent aucun statut à celui qui les exerce. Le sentiment d'infériorité engendré par cette attitude est du même ordre que celui que ressentent beaucoup de chômeurs. En tout cas il explique pourquoi l'éducation est de plus en plus considérée comme une affaire de spécialistes.

L'influence de la famille rétrécit encore du fait de l'omniprésence de la télévision qui, dans certains cas, a même pris la place d'un convive à la table de la salle à manger. On ne se parle plus mais on regarde la télévision, en mâchant avec indifférence le plat congelé que le four à micro-ondes vient de rendre comestible. On est ensemble sans se rencontrer. Si on en a les moyens, on achète des jeux d'ordinateur à ses enfants qui préféreraient que les parents jouent avec eux, et qui commencent à en avoir assez des éternels dessins animés creux et caricaturaux qu'on leur sert à la télé.

Si autrefois les parents n'avaient peut-être pas non plus l'envie ou le temps de jouer beaucoup avec leurs enfants, au moins ceux-ci pouvaient